

GLOBAL PARLIAMENTARIANS ON HABITAT (GPH)

LES VILLES MOTEURS DU DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE

1) Quel contexte ?

Le sous Secrétaire Général, Directeur exécutif d'ONU-HABITAT écrit « Le Forum Urbain Mondial a été institué par l'Assemblée Générale des Nations Unies afin d'exécuter l'un des plus pressants défis de l'Humanité : l'Urbanisation rapide et son impact sur les Communautés, villes, économies et sur l'environnement ».

Confronté à ce défi le thème du Forum était en 2010 à RIO le **DROIT à la Ville** pour tous. Cette année, le thème central est le **Futur Urbain**.

Nous devons donc réfléchir à la question qui nous est posée aujourd'hui, « la ville moteur de l'économie », en ayant à l'esprit la recherche de la cohérence entre le Droit à la Ville et le Futur Urbain.

Nous devons aussi avoir à l'esprit le manifeste pour les Villes lancé au Forum Urbain Mondial de RIO en 2010 :

« the essence of the World Urban Campaign is to engage all urban development actors in a global movement that elevates the urban agenda through a positive vision and understanding of the tremendous benefits cities can bring to future generation.

C'est bien dans le cadre d'une vision et d'une gouvernance politique globale de la Ville que nous devons traiter le sujet qui pose la question du rapport entre l'économie et l'urbain.

2) Quelle Economie ?

En premier lieu il nous faut rappeler que l'économie dont nous parlons est bien l'économie productive, créative de biens et de Services et productive de richesses. Cette économie peut et doit être recherchée et soutenue par les Villes dans la mesure où elles ont la capacité à gouverner et maîtriser leur développement. En retour l'économie fait vivre le tissu urbain par les activités qu'elle crée.

L'économie spéculative financière qui se développe dans certaines grandes Villes est d'une autre nature et n'entre pas à l'évidence dans les objectifs du Forum Urbain Mondial et de la campagne urbaine mondiale. Cette économie entraîne des fragilités, des ségrégations sociales et spatiales que les Villes doivent s'efforcer de réduire dans toute la mesure du possible.

3) Quelles actions ?

L'insertion des activités économiques dans le tissu des quartiers

↳ Les premières actions que les gouvernements, et les parlements, par la loi, doivent mettre en œuvre s'inscrivent dans l'exercice fondamental de la planification stratégique urbaine. Il s'agit de permettre et faciliter la création et l'implantation des activités selon leur nature en prenant en compte les disponibilités foncières, les localisations en fonction de la Mobilité et de l'accessibilité, en veillant à la Mixité des fonctions. Dans toute la mesure du possible, il faut rapprocher entreprises, habitats, services.

Pour accompagner et favoriser la mise en œuvre de cette planification, la loi a prévu en FRANCE au titre de « la politique de la Ville », des incitations fiscales pour les entrepreneurs qui viendraient s'installer dans les quartiers en difficulté. Des dispositifs d'insertion des publics jeunes au chômage sont également institués. C'est ainsi que nous avons connu les EMPLOIS JEUNES, aujourd'hui EMPLOIS D'AVENIR. La loi va instaurer dès cette année

les CONTRATS DE GENERATION : Les entreprises sont incitées à embaucher un jeune au chômage associé à un Sénior qui restera employé et assurera un TUTORAT. L'état exonérera alors l'entreprise des charges.

L'entreprise contribuera ainsi à la promotion sociale et professionnelle des jeunes. Elle bénéficiera de l'aide de l'Etat et du renouvellement de ses salariés en les formant.

Une autre expérience positive a été développée dans les quartiers d'habitat social par la création de Pépinières. Parfois installées dans des bâtiments restructurés, soit immeubles collectifs de logements, soit entrepôts ou locaux abandonnés, soit encore locaux construits par la Ville. Ces pépinières offrent à des porteurs de projets toutes les facilités indispensables à leur démarrage en mutualisant les charges et les services en organisant des formations. C'est ainsi que la politique de la Ville allie dans une même dynamique création d'entreprises et insertion des jeunes dans la vie professionnelle.

Toujours avec l'idée de soutenir la création d'entreprises ont été mises en place les plateformes d'initiatives locales. Ce sont des fonds publics accordés aux porteurs de projets sans intérêt et sans durée de remboursement définis, sorte de prêt sur l'honneur qui permettent d'enclencher un processus de production et d'aller négocier avec les banques. Les décisions d'accorder ces prêts sont prises localement par des associations, des bénévoles souvent d'anciens entrepreneurs parfaitement aptes à apprécier la qualité des projets. Ainsi mis en route le moteur de l'économie locale peut donc agir dans le tissu des petites et moyennes entreprises. C'est la dimension la plus endogène et durable de l'économie ainsi recherchée.

Les Villes et l'économie de la connaissance

↳ Dans un champ très différent mais complémentaire, les Villes ont une responsabilité dans les domaines de l'économie de la connaissance, de l'innovation, de la recherche. Il ne s'agit pas pour elles de vouloir agir à la place des entreprises mais de répondre à leurs besoins, à leurs attentes en favorisant les synergies entre le monde de la recherche, des universités et de la formation.

Il s'agira d'aider à la mise en réseau des sources d'intelligence, de création, d'innovation, de valoriser les savoir faire, les échanges de bonnes pratiques, les expérimentations en prenant évidemment en compte la transition écologique et la dimension transnationale des informations en s'appuyant sur des centres de ressources ou des centres de culture scientifiques et techniques ouverts à tous. Cette approche nouvelle permet de mettre en œuvre des politiques de développement économique qui ne sont plus liés à une conception dépassée de centres de type technopôles qui ont eu tendance à trop concentrer les entreprises dans des lieux uniques, spécialisés et limités. La dynamique économique née de ces démarches favorise alors une meilleure insertion dans les quartiers, dans les territoires, les Villes petites et moyennes. C'est ainsi que l'on peut promouvoir un développement du territoire équilibré et que l'on va vers la notion de « territoires créatifs », ou « territoires apprenants ».

Au-delà de la Ville elle même, ce sont des régions urbaines entières, des vallées de l'innovation qu'il faut développer grâce à une forte imbrication, un croisement de l'économie avec la formation; la recherche, les services, l'habitat où la question de la Mobilité et donc des Transports, joue un rôle fondamental.

Nous ouvrons aussi une nouvelle frontière dans la question des relations entre l'urbain et l'économie où l'innovation est au cœur d'un nouveau modèle de développement territorial intégré, coproduit, cogéré par les acteurs publics et privés, dans le cadre d'une gouvernance démocratique.

Pour illustrer cette démarche et la concrétiser, la France a lancé en 2004 les « Pôles de compétitivités ». Sur un territoire identifié et sur une thématique qui lui est propre, il s'agit de rassembler des laboratoires, des entreprises, petites et grandes, des établissements de formation avec les collectivités locales, villes et régions, pour soutenir l'innovation la croissance et l'emploi autour de projets. Chaque pôle contractualise avec l'Etat qui contribue au financement.

On peut citer quelques exemples en cours Mer Bretagne – Alsace Energie vie – Alsace Bio Valley – Eau Loire Valley – Lyon Biopole – Systematic Paris Région - Medicen Paris Région – Toulouse Aerospace Valley...

4) **Conclusions**

Ces exemples montrent comment les Villes du futur deviennent leader de stratégies fondées sur des ALLIANCES qui engagent comme le veut la World Urban Campaign « all urban development actors in a global movement ».

La relation entre économie et monde urbain est étroite et inter active. Les Villes doivent impérativement mettre au premier plan leur capacité de gouvernance démocratique pour un développement territorial cohérent dans le cadre d'une Planification stratégique qui favorise et optimise la création, l'implantation des activités économiques dans les quartiers. En retour, la forte insertion des entreprises dans les tissus urbains, facilite la mobilisation de leurs ressources humaines et renforce leur sécurité.

Mais au delà le monde de l'innovation est celui de l'Avenir des Villes. Elles ont un rôle reconnu pour créer les conditions du développement, les nouvelles technologies en provoquant les Croisements entre les disciplines, les secteurs d'activités publics et privés en dépassant les frontières territoriales locales et nationales.

Le Futur Urbain est à la fois dans les **RACINES** et **DANS La VISION** il est **DANS** les **ALLIANCES**

Le 2 Août 2012,

Yves DAUGE,
Ancien Sénateur d'Indre-et-Loire